

*Questions orales*LA POSSIBILITÉ DE DÉCLARER LA VILLE DE
TÉMISCAMINGUE «ZONE SPÉCIALE»

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre ou son ministère ont-ils l'intention de déclarer la ville de Temiscaming «zone spéciale»?

[Traduction]

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, cela ferait partie de toute proposition que nous pourrions élaborer relativement à ce projet particulier. L'honorable député n'ignore pas que c'est là une question fort complexe et nous en examinons présentement tous les aspects, notamment dans nos pourparlers actuels avec le Québec; j'espère également m'entretenir avec les initiateurs du projet.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

PROGRAMMES D'INITIATIVES LOCALES—
L'APPROBATION DES PROJETS ET L'AFFECTATION DES
CRÉDITS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une brève question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Compte tenu de la déclaration éclairée qu'il vient tout juste de faire au sujet des 50 millions de dollars qui représentent apparemment 50,000 emplois, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quand il compte répartir le reste de ces fonds? Pourrait-il nous donner une idée de la date à laquelle l'argent sera distribué?

• (1430)

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je ne pourrais donner une date précise, monsieur l'Orateur, mais en toute bonne foi, nous agissons aussi rapidement qu'il est sage de le faire.

* * *

LES COMMUNICATIONS

LA DEMANDE DE HAUSSE DE TARIFS DE BELL CANADA—
DEMANDE D'EXPLICATION

M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communications. Puisque le discours du trône exprime de l'inquiétude au sujet de l'inflation et de la montée des prix, le ministre va-t-il faire une déclaration à l'appel des motions afin de préciser l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la demande de hausse de tarifs que présentera sous peu la Bell Canada?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications): Monsieur le président, je ne vois pas pour le moment l'opportunité de faire une déclaration sur ce sujet. L'honorable député sait que les auditions devant la Commission des transports commencent aujourd'hui même, je pense, ou dans deux ou trois jours. Je ne crois donc pas qu'il soit opportun de faire une déclaration à ce moment-ci. Mais si

[L'hon. M. Jamieson.]

la nécessité ou l'opportunité d'une pareille déclaration devenait évidente, je n'hésiterais pas à la faire.

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Calgary-Nord.

M. Grier: Monsieur l'Orateur . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse auprès du député de Calgary-Nord. Je pourrais peut-être permettre au député de Toronto-Lakeshore de poser une question supplémentaire.

M. Grier: Merci, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il nous promettre de rappeler au moins à la Commission canadienne des transports que deux filiales de la Bell ont reçu au cours de l'exercice 1971-1972, comme le révèle les comptes publics parus aujourd'hui même des subventions fédérales totalisant 8.2 millions de dollars?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député doit se rendre compte qu'il s'agit là d'une instance. Je cède la parole au député de Calgary-Nord.

* * *

AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LA DATE ET L'ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE
CONFÉRENCE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre si la date de la conférence qui doit réunir le gouvernement fédéral d'une part et les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba d'autre part a été arrêtée, et si la Chambre sera informée des priorités relatives aux perspectives économiques dont on discutera lors de cette conférence des provinces de l'Ouest dont il est fait mention dans le discours du Trône?

Le très Hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la date, évidemment, n'en a pas encore été fixée. L'annonce de la conférence n'a été faite que la semaine dernière dans le discours du Trône; les provinces et mon cabinet essaient de s'entendre sur une date et un endroit convenables ainsi que sur un ordre du jour satisfaisant. Quant à la deuxième partie de la question le député constatera lui-même, en lisant le discours du Trône, qu'un certain nombre de sujets qui pourraient être discutés à cette conférence y sont proposés.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, suite à la réponse du premier ministre, puis-je poser une autre question? Le premier ministre songe-t-il à discuter avec les provinces de l'Ouest en particulier cet aspect de la réforme fiscale qui abolissait les droits sur les successions et à remplacer l'impôt sur les gains de capital, afin que ces provinces aient part à 75 p. 100 du revenu national, comme elles le faisaient aux termes des dispositions fiscales antérieures?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous refuserons d'aborder tout sujet de discussion porté à l'ordre du jour par les provinces. J'espère que lors de cette conférence, nous étudierons surtout des questions qui se rattachent directement au développement économique des provinces de l'Ouest et ne touchent pas nécessairement toutes les provinces ou plusieurs d'entre elles, et qui pourraient être abordées lors d'autres entretiens, par exemple à la réunion des ministres des finances.